

Questions orales

Le *Star* de Toronto nous apprend que le premier ministre a fait transporter par avion jusqu'au Costa Rica sa limousine blindée et une limousine supplémentaire en cas de problèmes. Quel gaspillage! En effet, ces deux automobiles n'ont pu servir, car il n'y a pas d'essence sans plomb dans ce pays.

Ma question au premier ministre est donc celle-ci: Quand le premier ministre va-t-il revenir sur terre et comprendre que c'est le contribuable canadien qui paie pour ses moments de folie des grandeurs.

Des voix: Oh, oh!

Des voix: Bravo!

• (1440)

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, certaines questions dépassent les normes très souples de la Chambre. Selon moi, l'insinuation contenue dans cette question tomberait dans cette catégorie.

Permettez-moi d'apporter deux précisions au député. Il est peut-être déjà au courant d'ailleurs. La première, c'est que la décision n'a pas été prise par le premier ministre, mais bien par la GRC qui est chargée de la sécurité au Canada et à l'étranger des membres du gouvernement et des parlementaires, notamment du très honorable chef de l'opposition.

Or, la GRC a jugé que les circonstances entourant cette réunion à laquelle assistait notamment le président de la Colombie, justifiaient des précautions inhabituelles. Je tiens à signaler au député—même si cela ne l'intéresse peut-être pas beaucoup—que certaines personnes présentes à cette réunion ont fait l'objet de nombreuses menaces d'assassinat et qu'en fait, au moment où le président de la Colombie se trouvait au Costa Rica, à l'occasion de cette réunion, il y a eu toute une série d'assassinats et d'attentats à la bombe dans son pays.

Nous avons le choix. Nous pouvons nous laver les mains des conflits sur ce continent, de la lutte contre la drogue, ou nous pouvons aider les autres pays d'Amérique à faire face aux graves problèmes auxquels est confronté tout notre hémisphère. Nous croyons qu'il est important que le Canada soit représenté à des réunions de ce genre, et si la GRC affirme que le premier ministre

du Canada devrait être entouré de certaines mesures de sécurité lors de son séjour dans un pays donné, je pense que la plupart des Canadiens se fieront à son jugement.

Des voix: Bravo!

M. Hopkins: Monsieur le Président, il est toujours merveilleux de pouvoir rejeter le blâme sur la GRC. Qui dirige la GRC? Elle relève de la compétence du gouvernement.

Des voix: C'est une honte!

M. Hopkins: LA GRC est sous les ordres du gouvernement. En plus de cette histoire de limousine, on comptait à certains moments entre 41 et 60 secrétaires, conseillers, domestiques, gardes du corps et autres personnes dans l'entourage du premier ministre pendant son voyage de 18 jours à Kuala Lumpur et au Costa Rica. C'était deux fois plus que Margaret Thatcher de Grande-Bretagne. Quand le premier ministre mettra-t-il en pratique ce qu'il prêche et se serrera-t-il la ceinture pour donner l'exemple à tous les Canadiens? Il n'est pas étonnant que le ministre des Finances soit forcé d'imposer sa TPS de 9 p. 100.

M. Clark (Yellowhead): Monsieur le Président, il est assez intéressant d'apprendre que des députés libéraux croient que le gouvernement donne des ordres à la GRC. C'est peut-être ce que faisaient les gouvernements libéraux, mais ce n'est certes pas notre cas.

Qui plus est, les chiffres du député sont faux. En outre, le chef du Nouveau Parti démocratique vient de dire qu'il est très important que les représentants du Canada disposent des meilleurs conseillers canadiens lorsqu'ils participent à des conférences internationales où de graves décisions sont prises. Aux deux conférences auxquelles il vient de participer, le premier ministre traitait directement avec 65 chefs de gouvernements. Il a été question de sujets aussi variés que la lutte contre le trafic de drogue, la protection de l'environnement et l'endettement des pays pauvres, sans oublier la situation en Afrique du Sud.

Évidemment, le premier ministre devait disposer de conseillers pour bien faire valoir le point de vue canadien sur ces questions et je pense que si le député examine les témoignages d'autres participants à ces conférences, il verra que la stratégie canadienne a été efficace.